

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29215]

**31 JANVIER 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement, l'article 8, § 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1998 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission créée par l'article 4quater de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 novembre 2012;

Vu le protocole du 10 décembre 2012 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité de Secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'avis 52.646/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2012 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, en particulier son article 51.

**Art. 2.** La Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement, créée par l'article 8 du décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement, dénommée ci-après « la Commission », donne son avis au Gouvernement, en ce qui concerne l'application dudit décret, pour chacune des demandes qui lui sont soumises conformément aux dispositions de l'article 4.

Après que le dossier introduit par le demandeur a été déclaré complet, la Commission est tenue de donner son avis dans les 3 mois.

**Art. 3.** La Commission délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

Les avis sont donnés à la majorité des membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

En l'absence du président en titre et de son suppléant, la Commission est présidée par un agent de la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique titulaire d'un grade de rang 10 au moins. Ledit agent sera désigné préalablement par le président ou son suppléant.

**Art. 4.** La Commission est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires du Ministère de la Communauté française, nommés à titre définitif et titulaires du grade d'attaché.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont pas voix délibérative.

**Art. 5.** Toute personne qui sollicite l'avis de la Commission doit introduire sa demande, par envoi recommandé à la poste et adressé au Président de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement – Ministère de la Communauté française, Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique, Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique.

La demande doit comporter tous les éléments susceptibles de permettre à la Commission d'émettre un avis en toute connaissance de cause ainsi que toutes les pièces permettant de contrôler ces éléments.

La Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique examine le dossier du demandeur et l'informe le cas échéant de tout document manquant.

La Direction générale accuse réception du dossier du demandeur dans un délai d'un mois dès qu'il est complet.

**Art. 6.** Toute personne qui introduit une demande d'avis auprès de la Commission peut être entendue par celle-ci, si elle en exprime le souhait.

**Art. 7.** Le mandat des présidents et des membres est gratuit. Ils ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours et de séjour.

**Art. 8.** Les experts visés à l'article 8, § 3, du décret du 23 janvier 2009 précité dont la résidence administrative n'est pas située à Bruxelles, ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et de séjour.

**Art. 9.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1998 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission créée par l'article 4<sup>quater</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 février 2008, est abrogé.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Les Ministres qui ont les statuts des personnels de l'enseignement dans leurs attributions sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 janvier 2013.

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire, et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2013/29215]

**31 JANUARI 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de nadere regels voor de werking van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs, inzonderheid op artikel 8, § 4;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie opgericht bij artikel 4<sup>quater</sup> van het besluit van 22 april 1969 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 februari 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 november 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 november 2012;

Gelet op het protocol van 10 december 2012 waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd binnen het Comité van Sector IX, van het Comité van de Provinciale en plaatselijke openbare diensten, Afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, vervat zijn;

Gelet op het advies nr. 52.646/2 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vicepresident en Minister van Hoger onderwijs en van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit zet de richtlijn 2005/36/CE van het Europees Parlement en van de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, inzonderheid artikel 51, om.

**Art. 2.** De Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs, opgericht bij artikel 8 van het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs, hierna «de Commissie», brengt haar advies aan de Regering uit, wat betreft de toepassing van genoemd decreet, voor iedere aanvraag die ze voorgelegd wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel 4.

Nadat het dossier ingediend door de aanvrager volledig wordt verklaard, wordt de Commissie ertoe gehouden haar advies binnen de drie maanden uit te brengen.

**Art. 3.** De Commissie beraadslaagt geldig indien minstens de helft van de leden aanwezig is.

De adviezen worden bij de meerderheid der aanwezige leden gegeven. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Ieder werkend lid dat een vergadering niet kan bijwonen waarschuwt de voorzitter en nodigt zijn plaatsvervanger uit te zetelen.

In afwezigheid van de ambtsvoerende voorzitter en van zijn plaatsvervanger, wordt de Commissie door een ambtenaar van de algemene directie niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek voorgezeten die titularis is van een graad van minstens rang 10. Genoemde ambtenaar zal door de voorzitter of zijn plaatsvervanger vooraf aangewezen worden.

**Art. 4.** De Commissie wordt door een secretaris of een plaatsvervangend secretaris bijgestaan aangewezen door de Regering onder de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, die in vast verband benoemd zijn en die titularis zijn van de graad attaché.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris zijn niet stemgerechtigd.

**Art. 5.** Elke persoon die het advies van de Commissie aanvraagt, moet haar aanvraag, bij ter post aangetekende brief indienen gericht aan de Voorzitter van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs – Ministerie van de Franse Gemeenschap, Algemeen bestuur van het onderwijs en van het wetenschappelijk onderzoek, Algemene directie van het niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, toezenden.

De aanvraag moet alle elementen bevatten die de Commissie ertoe in staat stelt een advies met kennis van zaken uit te brengen, alsook alle stukken ter staving van deze elementen.

De Algemene directie van het niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek onderzoekt het dossier van de aanvrager en bericht hem desnoods over het ontbreken van een document.

De Algemene directie bericht ontvangst van het dossier van de aanvrager binnen een termijn van één maand zodra het volledig is.

**Art. 6.** Iedere persoon die een aanvraag om advies bij de Commissie indient, kan, indien zij het wenst, door deze gehoord worden.

**Art. 7.** Het mandaat van de voorzitters en leden wordt gratis gepresteerd. Ze hebben recht op de reglementaire vergoeding voor de reis- en verblijfkosten.

**Art. 8.** De deskundigen bedoeld bij artikel 8, § 3, van het voornoemd decreet van 23 januari 2009 van wie de verblijfplaats niet in Brussel gevestigd is, hebben recht op de terugbetaling van hun reis- en verblijfkosten.

**Art. 9.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie opgericht bij artikel 4<sup>quater</sup> van het besluit van 22 april 1969 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 februari 2008, wordt opgeheven.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 11.** De Ministers bevoegd voor de statuten van het onderwijspersoneel zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 januari 2013.

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201596]

**7 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon rapportant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, partie décrétable, article 283;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées, publié au *Moniteur belge* du 22 janvier 2013;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées, publié au *Moniteur belge* du 22 janvier 2013, contient diverses erreurs matérielles et ne peut donc être appliqué dans la version telle qu'elle a été adoptée et publiée;